

N° DP 24/1172

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DE TROIS PARCELLES EN NATURE DE VOIE DE CIRCULATION SUR LA COMMUNE DE LA CRAU

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le PLU de la commune de La Crau,

VU le courrier de Monsieur Christian SIMON, Maire de la commune de La Crau en date du 23 juillet 2024,

VU l'avis n°2024.83047.62757 du pôle d'évaluation domaniale en date du 30 août 2024,

VU le courrier de Monsieur Alain AUDIBERT en date du 25 septembre 2024,

CONSIDERANT par courrier du 23 juillet 2024, Monsieur Christian SIMON, Maire de la commune de LA CRAU (83260) a demandé à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE d'acquérir des parcelles à usage de voirie situées sur la commune de LA CRAU (83260) quartier Les Meissonniers, cadastrées section AD n° 645, n° 741 et n° 742,

CONSIDERANT que le pôle d'évaluation domaniale a estimé à 1 euro symbolique la valeur vénale de ces parcelles en nature de voies de circulation,

CONSIDERANT que par courrier du 25 septembre 2024, Monsieur Alain AUDIBERT, propriétaire des trois parcelles, a accepté de les vendre au prix de 1 euro symbolique,

CONSIDERANT que la cession de ces trois parcelles n'est grevée d'aucune condition ni charge,

CONSIDERANT l'intérêt pour la Métropole, d'acquérir ces trois parcelles en nature de voie de circulation ouverte aux véhicules constituant des axes structurants, en vue de leur classement dans le domaine public routier,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR auprès de Monsieur Alain AUDIBERT, trois parcelles à usage de voirie, situées sur la commune de LA CRAU (83260) quartier Les Meissonniers, cadastrées section AD n° 645, n° 741 et n° 742, moyennant le prix d'un euro symbolique non recouvrable.

ARTICLE 2

DE RECEVOIR l'acte authentique en la forme administrative.

ARTICLE 3

DE DIRE que tous les frais liés à cette acquisition seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Monsieur Robert CAVANNA, premier Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour signer l'acte authentique en la forme administrative selon les dispositions du projet d'acte joint en annexe.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le budget principal 2024 et suivants de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Opération 10996, Chapitre 21 Fonction 844, Article 2112 terrains de voirie.

La présente Décision sera

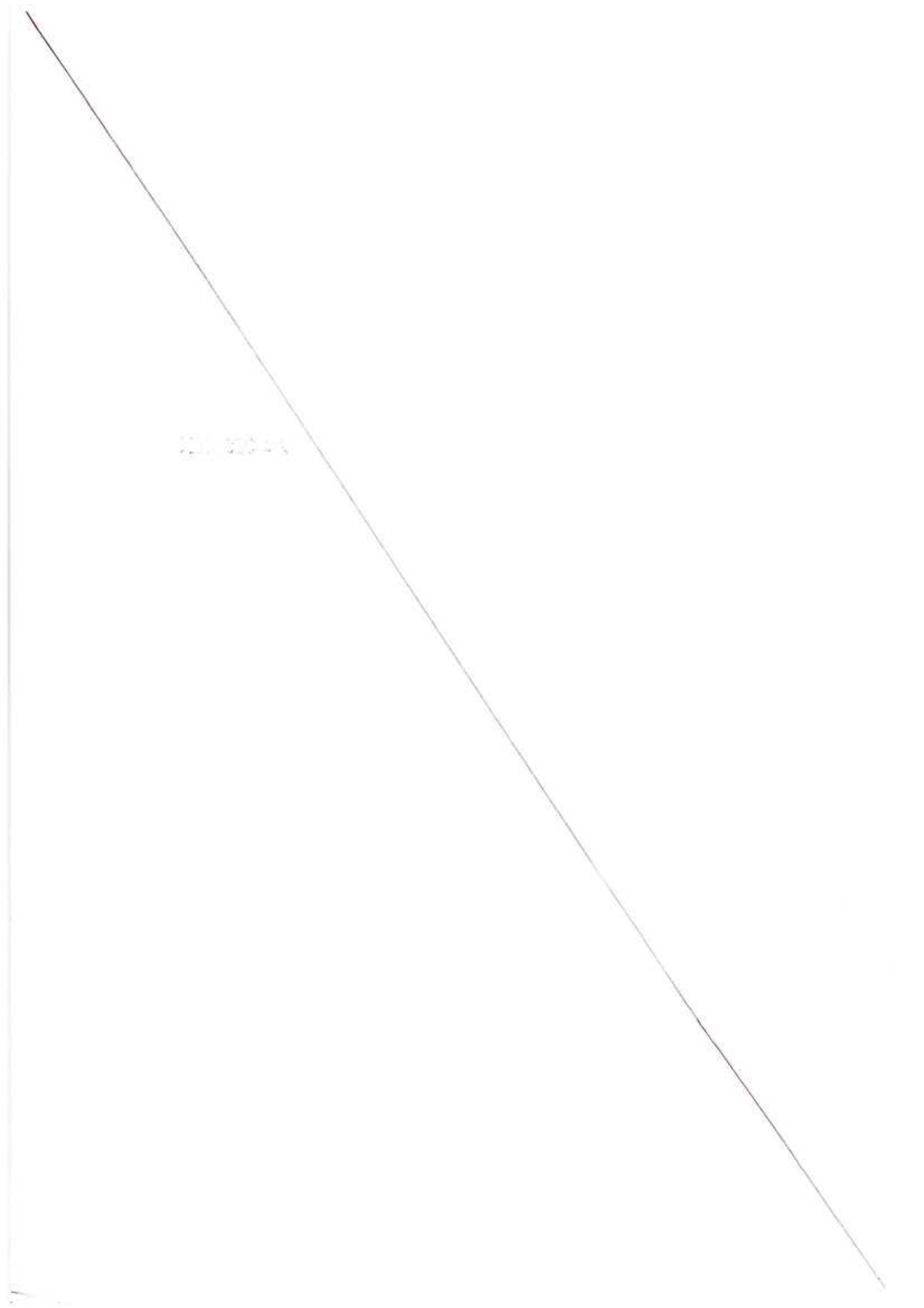
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 DEC. 2024**

Monsieur Robert CAVANNA

1^{er} Vice-Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE





Commune :	LA CRAU (830047)
Surface géographique :	1562 m ²
Contenance :	1610 m ²
Adresse :	LA CRAU
Bâtie :	Non
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : A00477 (1)

Propriétaire :

M AUDIBERT ALAIN FELIX JULES CAMPAGNE LES ARBOUSIERS 1364 RTE DE LA CRAU (RD 554)
83400 HYERES
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
A00477		Landes		Landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines,.	00	1610	0	0
Total						1610	0	0

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UCg	99,75%
Information(s)		
04	Droit de préemption urbain (D.P.U.) simple opposable au bénéfice de la commune	100,00%
Servitude(s)		
PT2	Zone secondaire de dégagement	100,00%
PM1	Enveloppe des zonages réglementaires	100,00%
Autre(s)		
U	UCg : Secteur relatif aux opérations de type habitat groupé.	99,75%

Commune :	LA CRAU (830047)
Surface géographique :	3692 m ²
Contenance :	3797 m ²
Adresse :	LA CRAU
Bâtie :	Non
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : A00477 (1)

Propriétaire :

M AUDIBERT ALAIN FELIX JULES CAMPAGNE LES ARBOUSIERS 1364 RTE DE LA CRAU (RD 554)
83400 HYERES
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
A00477		Terrains d'agrément		Terrains d'agrément	02	3797	103,82	41,33
Total						3797	103,82	41,33

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UCg	100,00%
Information(s)		
04	Droit de préemption urbain (D.P.U.) simple opposable au bénéfice de la commune	100,00%
Servitude(s)		
PM1	Enveloppe des zonages réglementaires	100,00%
PT2	Zone secondaire de dégagement	49,99%
Autre(s)		
U	UCg : Secteur relatif aux opérations de type habitat groupé.	100,00%

Commune :	LA CRAU (830047)
Surface géographique :	721 m ²
Contenance :	743 m ²
Adresse :	LA CRAU
Bâtie :	Non
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : A00477 (1)

Propriétaire :

M AUDIBERT ALAIN FELIX JULES CAMPAGNE LES ARBOUSIERS 1364 RTE DE LA CRAU (RD 554)
83400 HYERES
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
A00477		Landes		Landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines,.	01	743	0,08	0,03
Total						743	0,08	0,03

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UCg	100,00%
Information(s)		
04	Droit de préemption urbain (D.P.U.) simple opposable au bénéfice de la commune	100,00%
Servitude(s)		
PM1	Enveloppe des zonages réglementaires	100,00%
PT2	Zone secondaire de dégagement	59,15%
Autre(s)		
U	UCg : Secteur relatif aux opérations de type habitat groupé.	100,00%



Pôle cadre de vie et Ville Durable

Direction de l'Aménagement du Territoire



Affaire suivie par : Olivier LEROY

Ni/ref : N°16973 du 11 juillet

N/réf : CS/JPE/IB/SC/OL/CG/2024-16973

RAR :



M. Christian SIMON

Maire de La Crau

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée

Président du CDG 83

à

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Président de Toulon Provence Méditerranée

Direction de l'Immobilier et du Foncier

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre

83041 TOULON CEDEX 9

La Crau, le 23 juillet 2024

Objet : Acquisition parcelles AD 741, 742 et 645 par la MTPM

Monsieur Le Président,

Au terme d'une longue discussion de plus de 10 ans, nous avons trouvé un accord avec Monsieur Alain AUDIBERT, pour la cession des voies reliant l'avenue du 8 mai 1945 à la voie Villeneuve à La Crau (axes structurants).

La négociation a débuté avant le transfert de compétence des voies à la métropole Toulon Provence Méditerranée, d'où cette requête tardive.

Ainsi, la Ville de La Crau souhaite une prise en charge par MTPM, des parcelles AD 741, 742 et 645, en rachetant ces dernières pour l'euro symbolique à Monsieur Alain AUDIBERT.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'assurance, de ma considération distinguée.

Le Maire,

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain Toulon Provence Méditerranée

Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var

Christian SIMON



Direction Générale des Finances Publiques

Le 30/08 /2024

Direction régionale / départementale des Finances Publiques Du Var

Pôle d'évaluation domaniale de Toulon

Place BESAGNE CS 91409
83 000 TOULON

Le Directeur départemental des Finances
publiques du VAR

Courriel : DDFIP83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Emmanuel HUERTAS
 Courriel : emmanuel.huertas@dgfip.finances.gouv.fr
 Téléphone : 06 21 78 81 28

à
**METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

Réf DS : 19594548
 Réf OSE : 2024-83047- 62757

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :

Voies de circulation

Adresse du bien :

Impasse ROUAULT, rue CEZANNE , 83 260 LA CRAU

Valeur vénale:

1€ HT

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

affaire suivie par : Olivier POLOZEC - Chargé d'opérations foncières

opolozec@metropoletpm.fr

04 94 05 35 28

2 - DATES

de consultation :	27/08/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	28/08/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input checked="" type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input checked="" type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

Au terme d'un accord avec le propriétaire des parcelles AD 741, 742 & 645, la métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite acquérir les voies reliant l'avenue du 8 Mai 1975 à la voie Villeneuve à la Crau car ces sont des axes structurants

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La Crau est une commune française située dans le département du Var, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A l'Est de Toulon, elle fait partie de la métropole Toulon Provence Méditerranée qui, avec ses 450 000 habitants, constitue la 3^e métropole de la région.

Commune historiquement agricole, elle voit sa population augmenter à partir des années 80 pour atteindre aujourd'hui les 19 000 habitants.

La commune bénéficie d'une bonne accessibilité (autoroute, gare, réseau de bus mistral), et d'équipements publics (crèche, écoles, collèges).

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Voies ouvertes à la circulation, en et hors lotissement

4.3. Références cadastrales

Les biens sous expertise figurent au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
LA CRAU	AD 741	Impasse THOUARD	3 797 m ²	Voie de circulation
	AD 742	Rue CEZANNE	743 m ²	
	AD 645		1 610 m ²	



4.4. Descriptif

3 parcelles en nature de voies de circulation ouvertes aux véhicules.

L'acquisition des parcelles permettra de relier l'avenue du 8 Mai 1975 à la voie Villeneuve à la Crau car ces sont des axes structurants

4.5. Surfaces du bâti

/

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Mr AUDIBERT Alain, Campagne LES ARBOUSIERS, 1364 route de LA CRAU – 83400 HYERES

5.2. Conditions d'occupation : Voirie utilisée

6 - URBANISME

PLU de La Crau du 30/09/2001

Parcelle en zone UC g : Secteur relatif aux opérations de type habitat groupé.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Méthode de la comparaison directe, laquelle consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

- Voies/Communs et Voiries

TC	Ref. enregistrement	Ref. Cadastres	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Observation
1	8304P04 2020P12313	90//BZ/321//	OLLIOULES	37 RUE DES LYS	22/10/2020	858	1	Voies et espaces Communs d'un lotissement
2	8304P04 2021P08987	126//BR/2012//	LA SEYNE SUR MER	2017 B AV PIERRE AUGUSTE RENOIR	31/03/2021	141	1	Voirie
3	8304P04 2022P18191	126//BM/657//	LA SEYNE SUR MER	LES PLAINES	29/06/2022	147	1	Voirie
4	8304P04 2020P12137	90//BC/288//	OLLIOULES	153 CHE DE LA MISTRALADE	20/10/2020	1347	1	Voies et espaces Communs d'un lotissement
5	8304P04 2021P24490	126//AK/2967//	LA SEYNE SUR MER	9999 CHE HUGUES	12/10/2021	1152	1	Voies et espaces verts de lotissements

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenu

Doctrine : Expro. et évaluation des biens - FERBOS (Ed.1989 page 83 du tome 2 § 838) et jurisprudence

- « On ne peut indemniser une voie qui est considérée uniquement comme accès » (Décision du T.G.I. de Pontoise Expro 07/11/1979, AJPI 1980 P 105. Décision C.A Versailles du 17/11/1981, JCP 1982 IV p 165).
- « Une voie qui ne présente pour les propriétaires aucun avantage en dehors de son affectation de voie d'accès est sans valeur marchande » (Décision du T.G.I de Paris Expro du 10/01/1983, AJPI 1984 p 84. Décision C.A Versailles Expro du 02/07/1985 AJPI 1985 p 745).
- « S'agissant de sols de voies privées dont l'usage en épuise toute la valeur au bénéfice des propriétés qu'ils desservent, et d'un transfert de charges vers la Commune, celle-ci peut être fixée à un euro » (CA Versailles expro 26/02/1985).

Dans le cas où les emprises sont qualifiées de voirie, trottoir ou route, la jurisprudence du 29 janvier 2010 du TGI de Pontoise (jugement 08/2010) est retenue. Elle considère que la valeur vénale de ce type de biens, eu égard à leur superficie et leur usage effectif, est fixée à l'euro symbolique.

9- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **1 €**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur Départemental des Finances
Publiques et par délégation,



Emmanuel HUERTAS
Inspecteur des Finances Publiques



Coupon réponse

(A renvoyer par courrier ou par mail à l'adresse suivante : opolozec@metropoletpm.fr)

☒ **Accord pour la cession à un euro symbolique des parcelles cadastrée section AD n° n°645, n°741 & n°742**

~~☐ Mon notaire :~~

Nom : AUDIBERT

Prénom : Alain

Adresse postale :

N° de téléphone : 0603828271

Email : alain.audibat539@orange.fr

Date et signature

1364 Route de la CRAU
83400 Hyères

Toulon le 9 SEPT 2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens*
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Olivier POLOZEC
Mail opolozec@metropoletpm.fr
Téléphone : 04.94.05.35.28

Monsieur Alain AUDIBERT
Campagne les arbousiers
1364 Route de la Crau
83400 HYERES

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/MM/OP 2024 n° 791

OBJET : Acquisition des parcelles AD N° 645_741_741

Monsieur,

La mairie de La Crau nous a informé « qu'au terme d'une longue discussion de plus de 10 ans », vous aviez trouvé un accord pour la cession des voies reliant l'avenue du 8 Mai 1945 à la voie Villeneuve à La Crau.

La Métropole étant compétente dans le domaine de la voirie, la commune de La Crau nous a confié la tâche de finaliser ce dossier d'acquisition de vos parcelles cadastrées sises à La Crau, quartier les arbousiers, section AD n°645, n°741 & n°742 pour un euro symbolique.

Dans ce cadre, nous avons sollicité le pôle d'évaluation domaniale de la direction départementale des Finances Publiques du Var qui a arbitré à 1 euro la valeur vénale de votre bien.

Eu égard à ces éléments, je vous demande de bien vouloir nous indiquer au travers du coupon réponse ci-joint, votre accord pour la cession des voies au prix d'un euro symbolique, mais aussi les coordonnées de votre notaire si vous ne souhaitez pas que ce soit le notaire de la Métropole TPM qui rédige l'ensemble des actes.

Le Service de l'Action Foncière reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,



Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Toulon Provence Méditerranée

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
TOULON

Demande de renseignements n° 8304P04 2024H10146 (59)
déposée le 08/10/2024, par la Société TPF INGENIERIE

Réf. dossier : HFRE LA CRAU AD 741-645-742

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1974 au 24/09/2024 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 9 faces de copies d-jointes,
[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 25/09/2024 au 08/10/2024 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

ATOULON, le 09/10/2024

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Patrice ROISNEL

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

LA CRAU
SECTION: AD du PLAN: 598
RUE: Polémont
LES ORANGEES
No

I. - DENOMINATION DE L'IMMEUBLE

1809907400

A. - MUTATIONS SÉVITÉS ACTIVES

B. - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Réserve

II. - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou superficies)

Numéro	Surface	Échelle	Région	Nombre de parcelles principales au sein du lot	Millèmes	Contenu descriptif
1	100	100	100	100	100	100
2	100	100	100	100	100	100
3	100	100	100	100	100	100
4	100	100	100	100	100	100
5	100	100	100	100	100	100
6	100	100	100	100	100	100
7	100	100	100	100	100	100
8	100	100	100	100	100	100
9	100	100	100	100	100	100
10	100	100	100	100	100	100
11	100	100	100	100	100	100
12	100	100	100	100	100	100
13	100	100	100	100	100	100
14	100	100	100	100	100	100
15	100	100	100	100	100	100
16	100	100	100	100	100	100
17	100	100	100	100	100	100
18	100	100	100	100	100	100
19	100	100	100	100	100	100
20	100	100	100	100	100	100
21	100	100	100	100	100	100
22	100	100	100	100	100	100
23	100	100	100	100	100	100
24	100	100	100	100	100	100
25	100	100	100	100	100	100
26	100	100	100	100	100	100
27	100	100	100	100	100	100
28	100	100	100	100	100	100
29	100	100	100	100	100	100
30	100	100	100	100	100	100
31	100	100	100	100	100	100
32	100	100	100	100	100	100
33	100	100	100	100	100	100
34	100	100	100	100	100	100
35	100	100	100	100	100	100
36	100	100	100	100	100	100
37	100	100	100	100	100	100
38	100	100	100	100	100	100
39	100	100	100	100	100	100
40	100	100	100	100	100	100
41	100	100	100	100	100	100
42	100	100	100	100	100	100
43	100	100	100	100	100	100
44	100	100	100	100	100	100
45	100	100	100	100	100	100
46	100	100	100	100	100	100
47	100	100	100	100	100	100
48	100	100	100	100	100	100
49	100	100	100	100	100	100
50	100	100	100	100	100	100
51	100	100	100	100	100	100
52	100	100	100	100	100	100
53	100	100	100	100	100	100
54	100	100	100	100	100	100
55	100	100	100	100	100	100
56	100	100	100	100	100	100
57	100	100	100	100	100	100
58	100	100	100	100	100	100
59	100	100	100	100	100	100
60	100	100	100	100	100	100
61	100	100	100	100	100	100
62	100	100	100	100	100	100
63	100	100	100	100	100	100
64	100	100	100	100	100	100
65	100	100	100	100	100	100
66	100	100	100	100	100	100
67	100	100	100	100	100	100
68	100	100	100	100	100	100
69	100	100	100	100	100	100
70	100	100	100	100	100	100
71	100	100	100	100	100	100
72	100	100	100	100	100	100
73	100	100	100	100	100	100
74	100	100	100	100	100	100
75	100	100	100	100	100	100
76	100	100	100	100	100	100
77	100	100	100	100	100	100
78	100	100	100	100	100	100
79	100	100	100	100	100	100
80	100	100	100	100	100	100
81	100	100	100	100	100	100
82	100	100	100	100	100	100
83	100	100	100	100	100	100
84	100	100	100	100	100	100
85	100	100	100	100	100	100
86	100	100	100	100	100	100
87	100	100	100	100	100	100
88	100	100	100	100	100	100
89	100	100	100	100	100	100
90	100	100	100	100	100	100
91	100	100	100	100	100	100
92	100	100	100	100	100	100
93	100	100	100	100	100	100
94	100	100	100	100	100	100
95	100	100	100	100	100	100
96	100	100	100	100	100	100
97	100	100	100	100	100	100
98	100	100	100	100	100	100
99	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100

II - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (suite)

A. - MUTATIONS						B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
SERVITUDES ACTIVES (suite)								
Nombre	Étendue	Étage	Montant de participation ou sursur du lot	Mètres	Renseignements complémentaires	Immeuble total ou lots	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
1	2	3	4	5	6	7		
16 AD 746			12.67	FP	provisoire 200			
17 AD 747			12.94	FP				
18 AD 748			12.31	FP				
19 AD 749			12.84	FP				
20 AD 750			12.34	FP				
21 AD 751			12.60	FP				
22 AD 752			12.39	FP				
23 AD 753			12.30	FP				
24 AD 754			12.38	FP				
25 AD 755			12.39	FP				
26 AD 756			12.86	FP				
27 AD 757			12.32	FP				
28 AD 758			12.31	FP				
29 AD 759			12.34	FP				
30 AD 760			12.03	FP				
31 AD 761			12.41	FP				
32 AD 762			12.66	FP				
33 AD 763			12.44	FP				
34 AD 764			12.38	FP				
35 AD 765			12.03	FP				
36 AD 766			12.03	FP				
37 AD 767			12.40	FP				
38 AD 768			12.41	FP				
39 AD 769			12.81	FP				
40 AD 770			12.43	FP				
41 AD 771			12.43	FP				
42 AD 772			12.85	FP	provisoire de RD 538			
43 AD 773			12.69	FP				
44 AD 774			12.89	FP				
45 AD 775			12.93	FP				
46 AD 776			12.30	FP				
47 AD 777			12.84	FP				

voir page 10

SEE EICK

III. — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou l'un l'un de ces biens)

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)						
N°	Matériau	Étage	Pourcentage de propriété en surface du lot	Mètres	Renseignements complémentaires	
AD	645	16010	FP	proportion de AN 592		
AD	648	00.540	FP	"		
AD	647	00.72	FP	"		
AD	648	00.800	FP	"		
AD	649	00.060	FP	FG pour AD 645 pour AD 647 pour AD 648 et 649		
AD	647		FP			
AD	644	10.800	IP			
AD	643	10.800	IP			
AD	645	10.800	ET			

COMMUNE: LA CRAU		SECTION: AD		N° du PLAN: 645		NUE: 102ème		LES ORANGERS		N°	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X
Y	Z										
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		

COMMUNE: LA CRAU

SECTION **AS** **No. of** **DT AN**

F C E H I J K L M
S T U V W X Y Z

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

T / A

CITISEMENTT

Answers

1	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N
2	1	2	3	4	5	6	7	8	9					

1. — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

370.77

III. — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-DESSUS (voir les feuillets suivants)

A. - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

Immeasurable Volunté ou Loi

Dates, numbers et nature des formalités

Chlorine

Intervista

Datos, números et nature des formations

Chlorine

4018 EG SOLS? AD 228

PROVIENT de la DIVISION DE: AD 700

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

[illegible]

諸君

{smiles}

61-7371

L — DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

SECTION : **A1** N° du PLAN :

742 - RUE LOTISSEMENT

for $0 \leq n \leq N-1$

N

III. — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-DESSUS (ou les lots le composant)

A. — MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

“VOIR-FESOUS” ADS98

PROVIENT de la DIVISION DE: AD 700

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

[illegible]

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (suite)

[illegible]

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

8304P04
2024H10146

Date : 09/10/2024

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1974 au 08/10/2024

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
47	LA CRAU	AD 645		(*)
47		AD 741 à AD 742		(*)

(*) Paramètre inconnu de Fidji ou incomplet



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
TOULON
171 AVENUE DE VERT COTEAU
83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 0494039529
Mél. : spfe.toulon@dgfip.finances.gouv.fr**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.



FINANCES PUBLIQUES

**Société TPF INGENIERIE
CENTRE HERMES BAT.13
G. DE LUCA - INSPECTEUR FONCIER
IMPASSE GAY LUSSAC / VALGORA
83160 LA VALETTE-DU-VAR**

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

PREMIERE PARTIE **COMMUNE DE LA CRAU**

L'An Deux Mil Vingt Quatre
Et le
Au siège social de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Le Président de la Métropole,
A reçu le présent acte authentique comportant

CESSION

IDENTIFICATION DES PARTIES

Monsieur AUDIBERT Alain Jules Félix, né le 18 janvier 1947 à HYERES LES PALMIERS, Agriculteur en retraite, célibataire majeur, demeurant Campagne les Arbousiers 13 La Pendelotte - à HYERES LES PALMIERS

ci-après désigné par l'appellation « LE CEDANT »

ET

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., dont le siège social est à TOULON CEDEX 9 (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 - N° SIREN 248 300 543 – créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, n° 2017-1758 du 26 décembre 2017.

ci-après désignée par l'appellation « L'ACQUEREUR »

EXPOSE

Aux termes d'une décision de Monsieur Le Président de la Métropole n° DP en date du 2024, dont une copie restera annexée aux présentes, il a été décidé de procéder au présent acte d'acquisition à l'euro symbolique dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière de voies ouvertes à la circulation publique et dépendant de la gestion métropolitaine.

DECLARATION DES PARTIES ET ELECTION DE DOMICILE

Monsieur AUDIBERT Alain est ici présent.

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., est représentée par Monsieur Robert CAVANNA, domicilié administrativement à TOULON (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – agissant aux présentes en sa qualité de 1^{er} Vice-Président de la Métropole, légalement habilité à l'effet des présentes en vertu des dispositions de l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la décision n° [REDACTED], susvisée.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN a été nommé Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE par délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 dans sa séance du 4 mai 2023, dont une copie restera annexée aux présentes, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de la décision n° DP [REDACTED], sus analysée et aux termes d'une délibération du Bureau Métropolitain en date du 4 mai 2023 n° 23/05/078.

DECLARATION DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et qu'elles déclarent notamment :

- Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes sont exactes.
- Qu'elles n'ont pas été associées depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans lesquelles elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'elles ne sont concernées par aucune demande de nullité ou dissolution.

TERMINOLOGIE

Le terme « LE CEDANT » désigne Monsieur AUDIBERT Alain

Le terme « L'ACQUEREUR » désigne la Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M.

Le mot IMMEUBLE désigne les biens cédés de nature immobilière, objets des présentes.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Sur le territoire de la commune de LA CRAU, au lieudit « Les Meissonniers » trois parcelles de terrain d'une contenance totale de 6 150 m², cadastrées Section AD, savoir :

- * n° 645 pour 1 610 m²
- * n° 741 pour 3 797 m²
- * n° 742 pour 743 m²

NATURE ET QUOTITE DES DROITS CONCERNES

Le présent acte porte sur la totalité en pleine propriété des biens sus-désignés.

ORIGINE DE PROPRIETE

Biens propres à Monsieur AUDIBERT Alain pour les avoir acquis, savoir :

↳ Partie des époux EINAUDI/GIBERT aux termes d'un acte reçu par Maître HUSSON, lors Notaire associé à SOLLIES PONT, le 10 janvier 1989, publié au 2^{ème} Bureau des Hypothèques de TOULON le 22 février 1989 – Volume 89P n° 2201 –

↳ Partie des consorts TOUCAS aux termes d'un acte reçu par Maître HUSSON, Notaire susnommé, le 24 janvier 1989, publié au 2^{ème} Bureau des Hypothèques de TOULON le 22 février 1989 – Volume 89P n° 2202 –

↳ Partie de Madame MOUTTE née TOURTIN aux termes d'un acte reçu par ledit Maître HUSSON, le 26 janvier 1989, publié au 2^{ème} Bureau des Hypothèques de TOULON le 17 mars 1989 – Volume 89P n° 3126 –

↳ Partie aux termes d'un acte reçu par Maître MONGE, lors Notaire associé à TOULON, le 25 janvier 1989, publié au 2^{ème} Bureau des Hypothèques de TOULON le 17 mars 1989 – Volume 89P n° 3127 –

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire de l'immeuble cédé au moyen et par le seul fait des présentes et il en a la jouissance par la prise de possession réelle.

PRIX

Cession à l'euro symbolique, non recouvrable, d'accord entre les parties.
Pour les besoins de la publicité foncière les biens cédés sont évalués à la somme de 1 500,00 €.

Etant précisé que tous les frais inhérents aux présentes restent à la charge de « l'ACQUEREUR ».

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

La présente cession est exonérée de droits de timbre de dimension, de droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (Article 1042-1 du Code Général des Impôts) et sera soumise à la formalité fusionnée.

FIN DE PREMIERE PARTIE

DEUXIEME PARTIE

TITRE I LES BIENS

A - DECLARATION CONCERNANT LES BIENS

Le CEDANT déclare :

- qu'à sa connaissance, l'IMMEUBLE cédé n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'IMMEUBLE.
- que l'IMMEUBLE est libre de toute inscription
- que l'IMMEUBLE est libre de toute location ou occupation

B – ORIGINE ANTERIEURE

Les parties déclarent dispenser Monsieur le Président de TPM de relater ci-après les origines plus antérieures et déclarent vouloir s'en référer, si besoin est, aux titres analysés ci-avant.

TITRE II CONVENTIONS PARTICULIERES

Néant

TITRE III CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

La présente cession est consentie et acceptée aux clauses et conditions suivantes auxquelles les parties déclarent se référer expressément dans la mesure où, précédemment, il n'a été fait mention d'aucune clause ou indication contraire.

I - PERSONNES

a) Dénominations

Pour leur comparution ou leur intervention aux présentes, les dénominations LE CEDANT désigne Monsieur AUDIBERT Alain, et l'ACQUEREUR « TPM », et qu'ils soient ou non représentés par des mandataires; si la cession est le fait de plusieurs personnes, celles-ci agissent conjointement et solidairement entre elles.

b) Déclarations

- que la dénomination des parties est telle qu'elle est indiquée en tête des présentes

II - LES BIENS

En ce qui concerne la désignation des biens cédés, il est précisé que, si la cession intéresse un ou plusieurs immeubles, ceux-ci sont désignés par l'abréviation l'IMMEUBLE.

a) L'ACQUEREUR prendra l'IMMEUBLE dans l'état où il se trouve actuellement avec toutes ses appartenances et dépendances, toutes facultés quelconques pouvant y être attachées sans aucune exception ni réserve.

L'ACQUEREUR ne pourra prétendre à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, et, notamment, en raison de communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la désignation ou de la contenance indiquée, la différence entre cette dernière et la contenance réelle, excédât-elle un vingtième en plus ou en moins, devant faire le profit ou la perte de l'ACQUEREUR, sans recours contre LE CEDANT.

L'ACQUEREUR souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever l'IMMEUBLE, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre LE CEDANT et sans que la présente clause puisse conférer à L'ACQUEREUR plus de droits que ceux auxquels il pourrait légalement prétendre.

L'ACQUEREUR acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels l'IMMEUBLE peut ou pourra être assujetti, de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé contre LE CEDANT.

L'ACQUEREUR s'oblige aux garanties de fait et de droit les plus étendues.

b) LE CEDANT fera son affaire personnelle de tous traités d'abonnements aux eaux, gaz, électricité, assurances et autres qui ont pu être contractés précédemment et relativement à l'IMMEUBLE cédé.

LE CEDANT déclare expressément faire son affaire personnelle de toute indemnité à payer à toute personne pouvant réclamer des droits ou actions quelconques sur l'IMMEUBLE cédé.

III - DISPOSITIONS DIVERSES

a) Remise de titres

Il n'est pas remis de titres de propriété antérieurs à L'ACQUEREUR qui pourra, toutefois, s'en faire délivrer des expéditions ou extraits de qui il appartiendra et sera subrogé dans tous les droits du CEDANT à ce sujet.

b) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège social de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

d) Dépôt de la minute

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

e) Frais et droits

Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence resteront à la charge de l'ACQUEREUR, sauf tous droits et taxes susceptibles, le cas échéant, de découler des obligations fiscales incombant légalement au CEDANT et qui doivent rester à sa charge personnelle.

f) Publicité foncière

Une expédition des présentes sera publiée au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement compétent.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Le Cédant, signé : Monsieur AUDIBERT Alain

L'Acquéreur, signé : Monsieur Robert CAVANNA

Le Président de TPM, signé : Monsieur Jean-Pierre GIRAN

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

**Le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, atteste que la première partie du présent document hypothécaire contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au fichier immobilier, des droits réels et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Suivent les signatures :

Le Cédant, signé : Monsieur AUDIBERT Alain

L'Acquéreur, signé : Monsieur Robert CAVANNA

Le Président de TPM, signé : Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Je soussigné, Monsieur le Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, certifie la présente copie établie sur 7 pages, dont 3 pour la première partie, en conformité à la minute et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publicité.

J'approuve 0 renvoi(s)
et 0 mot(s) nul(s)
et 0 barre(s) tirée(s) dans les blancs, sur 7 pages

Je certifie, en outre, que l'identité complète des parties dénommées au présent document m'a été régulièrement justifiée.

**Le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

LE CEDANT

Monsieur AUDIBERT Alain

L'ACQUEREUR

Monsieur Robert CAVANNA

**Le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN